# PROTESTATION

## DU COMMISSAIRE GÉNERAL

De la Révérende Chambre Apostolique de Rome contre toute usurpation de la ville d'Avignon et du Comtat Venaissin,

SUIVIE

DU

# CHIROGRAPHE

## DE NOTRE SAINT PÈRE

# LE PAPE PIE VI,

*En date du 5 Novembre 1791.*

Par lequel Sa Sainteté ratifie, approuve et confirme ladite Protestation, casse et annulle le Décret de l'Assemblée Nationale du 14 Septembre, qui prononce l'incorporation de ces états et la déclare comme non avenue; au révérendissime Cardinal Charles REZZONICO Camerlingue, pour servir de suite à la Réclamation du Pape à toutes les puissances de l'Europe, traduit de l'original Italien.

A PARIS,

Chez { PETIT, Libraire rue Serpente, n°. 17.
Mlle LESCLAPART, Libraire, rue de la Barillerie, n°. 15.

THE NEWBERRY LIBRARY
CHICAGO

*Révérendissime Cardinal Charles Rezzonico, Camerlingue,*

AUSSITOT que Nous eûmes appris, qu'une partie de nos sujets d'Avignon et du Comtat Vénessain avoient arboré l'étendart de la révolte, et osé méconnoître l'autorité que Dieu Nous a confié, et la Souveraineté que Nous exerçons depuis plusieurs siècles sur ces provinces qui appartiennent au Saint-Siége par les titres les plus sacrés et les plus incontestables, Nous ne différâmes pas à faire part de cet attentat à toutes les Puissances Catholiques, et à leur faire parvenir, par le canal du Révérendissime Cardinal de Zélada, Notre Secrétaire d'Etat, la réclamation la plus solemnelle.

En même tems Nous publiâmes deux *Chirographes*, en date du 2 Août et 15 Septembre 1790, pour ratifier et confirmer non-seulement les protestations que le Sieur Casoni notre Vice-Légat d'Avignon, et le Sieur Abbé Pierrachi, Recteur de Carpentras, avoient faites, mais aussi les deux autres, que le Sieur Barberi, Procureur général du fisc et de notre chambre Apostolique nous avoit présentées pour la conservation de nos droits

légitimes, qui ne pouvoient certainement recevoir d'atteinte ni être, en aucune manière, lésés par le crime de haute trahison et d'ingratitude, dont ces rebelles sujets, armés de Nos propres bienfaits, s'étoient rendus coupables.

Maintenant, Nous apprenons, avec autant de douleur que de surprise, qu'au mépris de toutes les lois divines et humaines, et par une violation manifeste du Droit public des Nations, l'Assemblée Nationale s'est permis, par un décret, en date du 14 Septembre dernier, de prononcer l'incorporation à la France, de la ville et district d'Avignon, et du Comtat Vénaissin.

D'après ces faits, le Sieur Borsari, Commissaire Général de Notre Chambre Apostolique, ne voulant pas manquer au devoir que sa place lui impose, de veiller à la manutention de Nos droits et de ceux du Saint Siége sur ces états, Nous a présenté la protestation suivante, Nous suppliant de l'admettre, de l'approuver, et d'en ordonner la publication, et d'en faire garder l'original à toute perpétuité dans les Archives de la Chambre, ainsi qu'il est plus amplement exprimé dans ladite protestation de la teneur qui suit.

Très SAINT-PÈRE,

» Il n'y a point, dans toute l'Europe, de titres » plus solides et plus légitimes que ceux qui » établissent la Souveraineté du Saint Siége

» Apostolique sur le Comtat Vénaissin et sur la » ville d'Avignon, Souveraineté consacrée par » une possession, non interrompue, de cinq Siè- » cles, reconnue et respectée par toutes les puis- » sances de l'Europe.

» On étoit d'autant plus fondé à croire désor- » mais ces états à l'abri de toute entreprise hos- » tile, que l'Assemblée Nationale avoit publié » hautement d'avoir renoncé à toute conquête et » à toute aggression, et d'après ces maximes, le » projet de l'incorporation d'Avignon et du Com- » tat, présenté à la susdite Assemblée dans le » mois de Novembre 1789, avoit été presque » unanimement rejetté.

» Mais les auteurs de la trame ourdie, pour » dépouiller le Saint Siége de ces Provinces, ne » se découragèrent pas ; ils continuèrent à fo- » menter les insurrections, la licence et tous les » crimes qui en sont les conséquences néces- » saires, et se prévalurent ensuite de ces mêmes » crimes, comme de prétexte pour présenter de » nouveau le projet de ladite incorporation.

» En moins de dix-huit mois on a renouvellé » quatre fois la discussion de cet objet, contre » la loi formelle de la constitution décrétée par » la même Assemblée, qui porte expressément » que tout projet de loi rejetté par trois fois

» ne pourra plus être proposé dans la même
» session.

» Tantôt on a voulu révoquer en doute la va-
» lidité des titres, tantôt on a essayé de faire
» valoir les instances de quelques séditieux, tan-
» tôt, enfin, on a prétendu que ces contrées
» étoient une partie intégrante de la France.

» Cependant, malgré l'animosité d'un parti
» déclaré contre le Saint Siége, l'évidence de
» ses droits prévalut, et le 4 mai, 1791, l'As-
» semblée déclara formellement, *qu'Avignon et*
» *le Comtat n'étoient point partie intégrante de*
» *la France*, et cette délibération, qui avoit passé
» à une très-grande pluralité de suffrages, fut
» confirmée peu de jours après dans la Séance
» du 24 Mai, ou l'Assemblée, avec la même
» prépondérance de voix en faveur de la justice,
» prononça : que la pétition *de la municipalité,*
» *et des habitans d'Avignon pour la réunion à*
» *la France n'étoit point admissible*, et qu'en
» conséquence, cette réunion et la nomination
» d'un Comité pour cet objet ne pouvoit avoir
» lieu.

» Pendant que des juges aussi incompétens
» discutoient, sans aucune mission, les droits du
» Saint-Siége, et n'osoient franchir ouverte-
» ment les bornes de la justice, la voix pater-

» nelle de Votre Sainteté se faisoit entendre et » ne cessoit de réclamer hautement en faveur de » ces mêmes droits.

» Après avoir tenté inutilement de ramener » au devoir, par sa Clémence et sa bonté, et » d'éclairer ce peuple séduit, le sieur Casoni, » son Vice-Légat, ayant été forcé de se sauver, » et d'abandonner cette malheureuse Ville livrée » au fanatisme, à l'atrocité, aux meurtres et » aux incendies, le jour même de son expul- » sion, le 12 juin 1790, il fit les plus fortes » protestations pour la garantie des droits du » Saint-Siége, et le 5 juillet suivant, il les réi- » téra à Carpentras.

» Ces mêmes protestations furent ensuite re- » nouvellées à Rome par le Procureur Général » du Fisc, le 31 juillet 1790, et présentées à » Votre Sainteté, qui, par un *Chirographe* signé » de sa main, en date du 2 Août, de la susdite » année, déposé en original dans l'Archive secret » de la Chambre Apostolique, daigna les rece- » voir, les confirmer et les ratifier.

» A cette même époque, Très-Saint Père, » vous jugeâtes à propos d'instruire, par un mé- » moire distribué au Corps diplomatique toutes » les Cours Catholiques de la révolte des Avi- » gnonois, et d'annoncer à l'Europe Votre vo-

» lonté déterminée de ne jamais vous dessaisir de
» Votre Souveraineté sur ces états, et la juste
» confiance où vous étiez, que les Puissances ne
» regarderoient pas avec indifférence, cette cause
» commune à tous les Souverains.

» Ce mémoire fut presque immédiatement sui-
» vi d'une nouvelle protestation du Procureur
» Fiscal, en date du 13 Novembre 1790, ap-
» prouvée pareillement, et admise par un autre
» *Chirographe* de Votre Sainteté, daté du 15 No-
» vembre susdit.

» L'excès d'ingratitude et de perfidie, avec
» lequel les rébelles avoient repoussé l'acte de
» bonté paternelle de Votre Béatitude, qui leur
» accordoit un pardon général, donna lieu à
» cette déclaration.

» Après des réclamations aussi solemnelles en
» face de toute l'Europe, de la part du légitime
» Souverain d'un côté, et de l'autre, après les
» décrets de l'Assemblée, qui annonçoient le re-
» fus le plus absolu de tout plan d'incorporation,
» et son juste éloignement à tout projet d'envahir
» ou d'usurper ; il ne pouvoit plus rester au-
» cune crainte, et la légitimité des droits de
» Votre Sainteté sur Avignon et le Comtat Ve-
» naissin, ayant été tant de fois reconnue et
» avouée par l'Assemblée elle-même, ces pro-

» vinces devoient paroître désormais à l'abri de
» toute nouvelle entreprise, et de tout envahis-
» sement.

» Cependant les moyens de séduction, em-
» ployés avsc tant de succès, et trop connus de
» toute l'Europe, pour qu'on veuille les répéter
» ici, continuèrent à animer les séditieux, et à
» encourager le crime dans Avignon et dans le
» Comtat; et l'Assemblée Nationale osa profiter
» de cette circonstance, pour violer le droit
» des Gens, et attenter ouvertement à la Sou-
» veraineté territoriale de Votre Sainteté, en
» envoyant la Milice Françoise à Avignon, sous
» le prétexte apparent de calmer, mais en effet
» pour entretenir et augmenter les troubles, et
» commettre et favoriser les plus horribles excès.

» Les dévastations les plus affreuses, le pil-
» lage et les incendies, furent le produit de cette
» prétendue médiation.

» Enfin le 14 Septembre dernier, l'Assem-
» blée Nationale, jugeant sans doute, qu'Elle
» pouvoit impunément tout oser, leva le masque
» et, profitant du moment de l'absence presque
» totale des membres du côté droit, prononça
» un décret qui déclare = *qu'en vertu des droits*
» *de la France sur les états réunis d'Avignon et*
» *du Comtat Venaissin, et en conformité du vœu*

» *libre et solemnel de la majorité des Com-*
» *munautés et des citoyens de ces deux provinces*
» *pour être incorporées à la France, les deux*
» *états réunis d'Avignon et du Comtat sont, dés*
» *ce moment, partie intégrante de la France;*
» = et, pour pallier en quelque sorte une si
» criante injustice, on y ajouta une clause qui
» n'est en effet qu'un nouvel outrage, et qui
» porte *que le Roi ne se refusera pas à traiter*
» *avec la Cour de Rome, des dédommagemens*
» *et des compensations qui pourroient justement*
» *lui être dûs.*

» Ce décret, Très-Saint Père, contient le plus
» énorme attentat contre tous les Souverains. Il
» est directement opposé à tout principe de rai-
» son et de justice, et dirigé évidemment à com-
» promettre la tranquillité de l'Europe entière.

» Les prétendus droits de la France sur ces
» états et le vœu des rébelles ont servi de pré-
» texte à cet attentat.

» On a suffisamment répondu aux prétentions
» de la France, et démontré, avec la dernière
» évidence, qu'elles étoient destituées de tout
» fondement.

» La Sainteté des Traités, la foi des contrats,
» la respectable autorité d'une possession de cinq
» siècles, les combattent victorieusement, et
» les détruisent.

» Le Traité de Paris, de 1228, fit acquérir » au Saint Siège le Comtat Venaissin, et, peu » de tems après, les commissaires du Pape, ac- » compagnés des Commissaires du Roi, reçu- » rent le serment de fidélité de chacun de ces » nouveaux sujets.

» En 1348, le Saint Siège acheta et fit ac- » quisition de la Ville d'Avignon qui faisoit partie » de la Provence, avant que cette province ap- » partînt à la France.

» Les Empereurs, qui étoient alors Seigneurs » Suzerains de la Provence, confirmèrent cette » acquisition, et les habitans d'Avignon prêtèrent » tous librement et solemnellement leur serment » de fidélité.

» Louis XI, qui réunit la Provence à la Cou- » ronne de France, se garda de porter aucune » atteinte à la Souveraineté du Pape sur Avi- » gnon, et, depuis lui, treize Monarques, qui » ont successivement régné en France, n'ont ja- » mais revoqué en doute cette même Souverai- » neté du Saint Siège sur ces provinces.

» La longue possession dont il jouit depuis » tant de siècles, a été confirmée et consolidée, » pour ainsi dire, par les fréquens traités passés » entre les deux Cours de Rome et de France, » soit pour la fixation des limites, soit pour des

» arrangemens pour les fermes du sel et du ta-
» bac, ou pour les manufactures d'Indiennes.

» Louis XIV, en 1662 et 1668, et Louis XV,
» en 1768, se sont successivement emparés d'Avi-
» gnon, mais ils n'ont jamais prétendu revendi-
» quer les droits de la France; et ces invasions
» n'ont été faites qu'à titre de représailles pour
» de prétendus griefs contre la Cour de Rome,
» lesquels ayant cessé, lesdites provinces fu-
» rent librement restituées, sans aucune réserve
» ou exception préjudiciables au Saint Siège; et
» ainsi, son ancienne et légitime possession et
» ses droits sur lesdits états, loin de recevoir
» aucune atteinte par les invasions susdites, en
» ont reçu une nouvelle force, et ont été plus
« authentiquement reconnus.

» A l'égard du prétendu vœu libre des rébelles,
» il est évident que l'on ne sauroit en discuter la
» validité sans compromettre la tranquillité gé-
» nérale, sera-t-il donc désormais permis à chacun
» de changer de maître à son caprice? Telle est
» cependant la conséquence nécesaire du principe
» adopté par l'Assemblée.

» Au reste, les Avignonois et les Comtadins,
» qui, au premier moment de ces acquisitions
» faites par le Saint Siège, avoient, comme on
» l'a déja remarqué, prêté leur serment de fi-

» délité au Pape, ont, depuis, plusieurs fois
» supplié les souverains Pontifes Grégoire XI,
» Nicolas V, Caliste III et Paul III, et obtenu
» d'eux de n'être jamais soustraits à l'obéissance
» et à la dépendance du Saint Siège Apostoli-
» que, et tout récemment, dans le mois de No-
» vembre 1789, aux premières nouvelles des
» projets de l'assemblée sur ces provinces, la
» Ville d'Avignon réunie en corps, le 10 Dé-
» cembre de la même année, et tous les habi-
» tans du Comtat, le 25 Novembre, ont renou-
» vellé les protestations les plus solemnelles de
» vouloir demeruer fidéles aux Souverains Pon-
» tifes, et Votre Sainteté, malgré la rébellion
» déclarée et le parjure des malheureux qui se
» sont laissés séduire, noubliant jamais son amour
» et ses sentimens paternels, a manifesté à toute
» l'Europe, de la manière la plus formelle, sa
» volonté déterminée de vouloir conserver, en
» son entier, et sans aucun démembrement,
» la Souveraineté dont elle et ses glorieux
» Prédécesseurs ont toujours joui sur ces pro-
» vinces.

» Ce que l'Assemblée appelle le vœu libre
» et solemnel de la Ville d'Avignon, qui avant
» la révolte contenoit trente mille habitans, n'est
» autre chose, qu'une signature arrachée par la

» crainte de la mort à mille citoyens environ, » qui forment aujourd'hui la commune avec une » horde de brigans fixés dans cette Ville infor- » tunée depuis l'émigration de toute la Noblesse » et de la plupart des honnêtes gens forcés à » s'expatrier par la terreur imprimée par les sa- » tellites soudoyés et sous le titre de conciliа- » teurs envoyés par l'Assemblée pour mettre tout » à feu et à sang.

» Pour ce qui concerne le Comtat, c'est pa- » reillement par les ravages les plus affreux et » au milieu des flammes et du carnage, que l'on » à fait signer a quelques Communautés ce pré- » tendu vœu libre.

» Carpentras à été assiègé quatre fois, Cavail- » lon saccagé, Sarrians brûlé, l'Isle et Serignan » pillés, et enfin les scélérats qui forment ce que » l'on appelle l'armée de Vaucluse, en parcou- » rant le bas Comtat, l'ont presque entièrement » détruit et le *vœu libre et solemnel* qui a servi » de base au décret du 14 Septembre n'est que » le résultat de toutes ces atrocités.

» Pour avoir le vœu libre et universel de toute » la Province, n'auroit-il pas fallu avoir celui de » ce nombre infini d'émigrans Avignonois et des » aurres Communautés du comtat qui ne gémis- » sent pas sous l'oppression des rébelles, et qui

» forment la partie la plus considérable et la plus » nombreuse de la population de ces etats ?

» Pourquoi ne les a-t-on pas consultés ? C'est » que les Communautés libres d'un côté et les » émigrans du fond de leur retraite de l'autre, » se sont empressés d'envoyer à l'envi à Votre » Sainteté les protestations les plus formelles » et les plus authentiques de fidélité et d'obéis- » sance.

» D'après cet exposé, Très Saint Père, moi » soussigné, en ma qualité de Commissaire gé- » néral de la Chambre Apostolique et de Defen- » seur nommé par la loi, des droits du Saint » Siège et de la Chambre, proteste solemnel- » lement et déclare, que le Décret de l'Assemblée » Nationale, en date du 14 Septembre 1791, » par lequel on déclare incorporés à la France » les deux états réunis d'Avignon, et du Comtat » Venaissin, doit être réputé comme nul et » d'aucune valeur, étant notoirement injuste, té- » méraire et offensif de la souveraineté légitime » du Saint Siège sur ces états.

» De plus, adhérant aux protestations déjà » faites par M. Casoni, Vice-Légat d'Avignon » dans cette Ville même, le 5 Juin 1790, et » répétées par lui ensuite, le 12 Juillet de » ladite année à Carpentras, et aux autres

» protestations faites par le Procureur-général
» du Fisc, le 13 Juillet, et réitérées le 13
» Novembre suivant, admises et insérées dans
» les deux *Chirographes* signés de Votre Sain-
» teté le 10 Août et le 10 Novembre de ladite
» année 1790, je proteste solemnellement, et
» déclare que, ni le décret susdit, ni tout autre
» acte de violence et d'usurpation que l'assemblée
» Nationale ait fait ou puisse faire à l'avenir,
» relativement aux Provinces d'Avignon et du
» Comtat Venaissin, ne sauroient jamais apporter
» aucun préjudice aux droits et à la légitime
» possession de Souveraineté du Saint Siège sur
» ces états : Mais, qu'au contraire; Votre Sainteté
» et le Saint Siège doivent toujours être censés
» intentionnés de retenir, comme ils retiennent
» en effet la possession de tous les droits et raisons
» à eux appartenans sur lesdits états, sans aucune
» diminution, lésion ou préjudice, comme si
» le susdit Décret ne fût jamais avenu, et que
» les susdits rébelles n'y eussent pas prêté leur
» consentement ou fait aucun autre acte contraire
» à la susdite Souveraineté.

» D'ailleurs, comme l'Assemblée, en pronon-
» çant, sans aucune compétence et contre toute
» raison et justice, le décret susdit du 14 Sep-
» tembre 1791, a, par une clause particulière,

déclaré

» déclaré que le Roi ne se refuseroit pas à trai-
» ter avec la Cour de Rome pour les dédomma-
» gemens et compensations qu'Elle seroit en droit
» d'exiger, et qu'il est évident que cette clause n'a
» été ajoutée que pour pallier la violence et la nul-
» lité de cette usurpation. Pour ne pas manquer
» à l'obligation que m'impose ma place, de veil-
» ler à la conservation des droits inaliénables et
» sacrés de la Souveraineté, je déclare et supplie
» humblement Votre Sainteté ( quoique je sois
» bien éloigné d'oser présumer que sa Majesté
» Très-Chrétienne veuille se charger d'une pa-
» reille négociation ) de vouloir bien ne pas prê-
» ter l'oreille à aucune proposition d'indemnité
» ou de compensation quelconque.

» Le devoir de la place que Votre Sainteté a
» daigné me confier m'oblige de lui rappeler
» que rien ne sauroit justifier l'aliénation de ces
» Provinces qui sont le patrimoine particulier du
» Saint Siège, et que Votre Sainteté, à l'imitation
» de ses illustres Prédécesseurs, et particulière-
» ment de Pie Second, a juré solemnellement de
» ne jamais aliéner.

» En conséquence, en renouvelant toutes les
» déclarations et protestations sur la nullité et
» iniquité, soit du susdit Décret de l'Assemblée,
» soit de tout autre acte préjudiciable aux droits

» du Saint Siège, et voulant et entendant que » la présente protestation subsiste toujours, et » soit censée renouvelée et publiée toutes les fois » que l'on fera quelque nouvel acte contraire, » en sorte qu'il ne puisse être que nul, inutile » et d'aucune valeur; je supplie de nouveau Votre » Sainteté d'admettre et recevoir la présente pro- » testation, et déclarer que le Décret de l'As- » semblée Nationale, en date du 14 Septembre » dernier, est nul, injuste, violent et pertur- » bateur des droits légitimes du Saint Siège, et » que le consentement que les rebelles sujets de » ces Provinces ont donné à ladite incorpora- » tion est pareillement nul, tumultuaire et ex- » torqué. Je fais instance en même tems, que » ces sentimens que Votre Sainteté a déjà com- » muniqués à toutes les Cours de l'Europe, soient » généralement connus de tout le monde, afin que » personne n'ignore la détermination invariable » où est Votre Sainteté de revendiquer les droits » du Saint Siège Apostolique. Ainsi, je déclare, » proteste, supplie et fais instance, ce 27 Oc- » tobre 1791.

*Signé*, Jacques Borsari, Commissaire-général de la R. C. A.

Après avoir pris lecture et mûrement examiné

tout ce qui Nous a été ci-dessus représenté par le susdit S. Borsari, Commissaire-général de Notre Chambre Apostolique, ainsi que la protestation, la déclaration et les instances dont il Nous a fait rapport; et ne pouvant Nous refuser à l'évidence et à la justice de toutes ses requêtes, Nous avons jugé convenable d'y adhérer, et d'approuver son réquisitoire en toutes ses parties. La conservation de Nos droits et de ceux du Saint Siège, que nous entendons conserver sans lésion et dans toute leur intégrité, l'exigeant ainsi.

A ces causes, de Notre propre mouvement, science certaine et plénitude de Notre suprême puissance, Nous avons déclaré et déclarons, par le présent *Chirographe*, le prétendu Décret de l'Assemblée Nationale, du 14 Septembre dernier, nul, injuste et violent.

Nous approuvons, en outre, les deux *Chirographes*, en date du 2 Août et 15 Novembre 1790, avec les protestations du Procureur-général du Fisc et de Notre Chambre Apostolique, et le mémoire de réclamation que Nous avons fait parvenir à toutes les Cours, par le Révérendissime Cardinal de Zelada, Notre Secrétaire d'Etat, pour instruire les puissances Catholiques de cet attentat contre les droits légitimes du Saint Siège,

et tout autre acte ou démarche dont il seroit nécessaire de faire une mention expresse.

Nous approuvons aussi et confirmons la protestation, déclaration et instance que Nous a faites, comme dessus, Notre susdit Commissaire-général de Notre Chambre Apostolique, déclarons vouloir que ladite protestation soit toujours subsistante et valable contre tout attentat qui tendroit à usurper ou léser Nos droits légitimes et ceux du Saint Siège Apostolique, lesquels Nous voulons conserver dans leur intégrité, et les défendre contre toute Invasion, Usurpation et violence.

Et pour l'exécution des choses susdites, afin que laditte protestation, et les déclarations et et instances qui y sont contenues, soient conservées à perpétuité; Nous Vous mandons, Révérendissime Cardinal, Carmelingue, qu'avec les formalités dont on s'est servi à l'égard de Nos précédens *Chirographes* qui approuvent les autres protestations et instances faites par Notre Procureur-général du Fisc et de Notre Chambre Apostolique, vous fassiez recevoir, dans la même forme, dans l'Archive secret de la Chambre, Notre présent *Chirographe*, qui approuve et admet ladite protestation de Notre Commissaire-général de la Chambre, et le fassiez garder et conserver soigneusement à toute perpétuité, avec

le Mémoire de réclamation, envoyé à toutes les Cours Catholiques ; telle étant Notre détermination et Notre expresse volonté ; voulant en outre, et ordonnant que Notre prétendu *Chirographe*, quoique non admis, ni enregistré dans la Chambre, ni dans ses registres, en conformité de ce qui est prescrit par Pie IV, Notre Prédécesseur, dans sa Bulle *de Registrandis*, ait sa pleine et entière exécution, en vertu de Notre seule Signature, et que l'on ne puisse opposer aucun vice d'obreption ou de subreption, ou autre défaut de Notre volonté, et qu'ainsi, et non autrement, il soit décidé et interprété par tout juge et tribunal, leur ôtant le droit de décider et d'interpréter différemment, et annulant tout ce qu'ils pourroient faire contre la teneur de Notre dit *Chirographe*, nonobstant toute formalité qui pourroit être requise pour la validité du présent acte, à laquelle, s'il en est besoin, Nous dérogeons amplement de Notre suprême puissance, à l'effet des choses susdites. Donné de Notre Palais Apostolique, au Quirinal, ce 5 Novembre 1791.

PIE PAPE VI.

# CHIROGRAFO

DELLA SANTITA' DI NOSTRO SIGNORE

## PAPA PIO SESTO

CHE AMMETTE, ED APPROVA LA PROTESTA

## DEL COMMISSARIO DELLA CAMERA

Contro l'usurpazione

DELLA CITTA' D'AVIGNONE, E CONTADO VENESINO,

Dichiarando nullo, e cassando il Decreto de' 14. Settembre 1791, emanato dall' Asssemblea Nazionale sull'incurporazione di detti Stati al Regno di Francia.

IN PARIGI,

Appresso PETIT, Libraio, nella strada Serpente, n°. 17. Ed appresso la Signora LESCLAPART, nella strada della Barrilleria, n°. 15.

*Reverendissimo Cardinale Carlo Rezzonico, Camerlengo.*

ANCORCHÈ antichissimo, certo ed incontrastabile sia il Dominio della Santa Sede Apostolica, e Nostro sulla Città e Distretto di Avignone non meno che sopra tutta intera la Provincia del Contado Venesino, e sebbene, per garantire gli stessi nostri diritti, seguita appena la sconsigliata, ed ingratissima insorgenza de' Nostri Sudditi, Cittadini di Avignone contro la Sovrana legittima Nostra Potestà, si facesse da Noi partecipazione e riclamo, per mezzo del Reverendissimo Cardinale de Zeladda, Nostro Segretario di Stato, a tutti i Principi Cattolici di tal' enorme attentato, in seguito di che coi Nostri Chirografi segnati li 2 Agosto, e 15 Novembre 1790, ammettemmo ed approvammo, tanto le Proteste fatte da Monsignor Casoni, Nostro Vice-Legato, in quella Città, e Provincia, e dall'Abbe Pieracchi, Rettore di Carpentras, quanto le altre due Proteste esibiteci a preservazione dei legittimi Nostri diritti da Monsignor Giovanni Barberi, Procurator Generale del Fisco, e della Notra Camera Apostolica contro l' infame Ribellione di quei Nostri Sudditi: Cio nonostante non senza gran sorpresa,

ed amarezza d'ell' Animo Nostro abbiamo sentito, essersi pubblicato dall' Assemblea Nazionale di Francia sotto il di 14 Settembre del corrente Anno 1791, un preteso Decreto, in cui contro la ragion delle Genti, e contro ogni principio di Giustizia si dichiarano uniti alla Francia tanto il Contado Venesino, che la Città, e Distretto di Avignone; per lo che Monsignor Giacomo Borsari, Commissario Generale della Nostra Camera Apostolica ha creduto esser parte del suo Ufficio l' esibirci una solenne Protesta preservativa dei diritti della Santa Sede Apostolica, e Nostri sopra, quei Stati, acciocchè Noi l'ammettessimo, e ne ordinassimo a perpetua memoria la pubblicazione, e la conservazione del suo Originale nell' Archivio Camerale con altre istanze contenute in detta Protesta, che è del tenotre seguente;

» Non v' è, BEATISSIMO PADRE, in tutta » l' Europa Dominio alcuno, che si appogi a più » validi, e legittimi Titoli di quelli, sù quali è » è fondata la Sovranità della Santa Sede Apos» tolica nel Contado Venesino, e nella Città di » Avignone; Sovranità garantita d'all' agnizione » di tutta Europa, e dal possesso non mai inter» rotto di ben cinque Secoli.

» Parea, che questo solo bastar dovesse ad as» sicurarla da qualunque straniero attentato di

» Usurpazione, neppure nell' ultima rivoluzione
» di cose accadute ora nel Regno di Francia. La
» cosi detta Assemblea Nazionale di Francia avea
» fin dal principio protestato, e fatto bandire
» presso tutte le Corti, che non era sua Massima
» l'aspirare a nuove Conquiste, all' Aggressione
» degli altrui Dominj. E quando la voce dei Se-
» diziosi, portò ad Essa la prima volta nel mese
» di Novembre 1789, il Piano dell' Invasione
» della Città d' Avignone, e del Contado Vene-
» sino, Ella lo rifiutò con un scherno univer-
» sale; Ma non si sgomentarono per questo gli
» Autori dell' indegno Complotto. La Ribellione,
» e gli Assassinj mantennero sempre attenti li
» sguardi sopra quelle infelici Contrade, e la
» lunga serie dei più atroci delitti formarono il
» soggetto, sù di cui i Ribelli di Avignone, ed
» i loro Istigatori di Parigi andarono rinnuovando
» il Progetto dell' Invasione.

» Nel breve giro di circa 18 mesi per ben
» quattro volte sotto simboli, ed aspetti diversi
» fu discussa l' incorporazione di quelle Provincie
» Pontificie ora impugnando la solidità, e validità
» de' Titoli della Santa Sede, ora producendo la
» dedizione spontanea di que' Sediziosi, ora vo-
» lendole considerare una parte integrante della
» Francia. Per molto tempo prevalse la buona
» causa, e l'equità, e la giustizia trionfò della

» malignità, e del livore. Nel dì 4 Maggio 1791,
» essendosi fatta nell' Assemblea Nazionale la
» seguente proposta : *Avignone , ed il Contado*
» *Venesino sono , o non sono parte integrante*
» *della Francia?* Colla maggioranza di più di
» cento Voti fu decisa per la Negativa : Ed
» essendosi poscia nel dì 14 Maggio detto Anno
» nuovamente in virtù de' nuovi raggiri proposta
» la discussione di un tal' affare, fu dalla stessa
» Assemblea Nazionale solennemente pronun-
» ciato pure a gran maggioranza di Voti : *Che*
» *l'istanza della Municipalità, e degli Abitanti*
» *di Avignone per la riunione alla Francia non*
» *dovesse ammettersi; che in conseguenza quella*
» *Città non sarebbe riunita alla Francia ;* e l'
» Articolo proposto delle Delegazioni, che chia-
» mano Comitati, per far' effetuare una tal riunione
» fu rigettato. Nel tempo, che da questi Giudici
« incompétenti si discuteva la ragione della Santa
» Sede, e si rendeva pure ommaggio alla gius-
» tizia della sua Causa, non tacea la Voce della
» Santità Vostra a difesa de' legittimi Dominj di
» S. Chiesa.

« Dopo aver tentato la S. V. nelle maniere
» più paterne, e più dolci di reprimere l'audacia
» degl' insorgenti di Avignone, allorchè il Fana-
» tismo, la Sedizione, le Rubberie, e gli As-
» sassinj costrinsero Monsignor Casoni Vice-

» Legato ad abbandonnare quell'infelice Città.
» Interpose questi nel giorno istesso della sua
» espulsione il di 12 Giugno 1790 le più forti
» Proteste preservative dei Diritti della S. Sede,
» ripetute poi da Lui stesso in Carpentras nel
» dì 5. Luglio dello stesso Anno; reiterò una
» simile solenne Protesta anche in Roma il
» Procurator Generale del Fisco, e della Ca-
» mera Apostolica, e sotto il dì 31. Luglio det-
» to Anno la umiliò al Trono della S. V., per-
» chè si compiacesse di ammetterla, come di
» fatti fece con suo special Chirografo segnato
» il dì 2. Agosto detto Anno ed esibito origi-
» nalmente all' Archivio segreto della stessa
» Camera Apostolica. Fù allora, che la S. V.
» volle far noto à tutte le Corti di Europa per
» mezzo di una Memoria distribuita a tutti li
» Ministri del Corpo Diplomatico Estero e la
» perfidia degli Avignonesi, e l'animo suo de-
» terminato di non dimettere il possesso, ed il
» dominio di que' Stati, e la giusta fiducia, che
» avea, che ogi Sovrano vi prenderà quella
» parte, ed interesse, che corrisponde alla gra-
» vità della Cause Comuna a tutti i Sovrani: il
» qual'Atto fu poi seguito da altra Protesta in-
» terposta pure contro i Ribelli Avignonesi dal
» Procuratore Generale del Fisco sotto il dì
» 13 Novembre 1790, ed ammessa con Chiro-

» grafo della S. V. segnato il dì 15. dello stesso
» mese, allorchè avendo la S. V. per un' ec-
» cesso di paterna Clemenza fatto publicare à
» que' traviati Sudditi un general perdono, ar-
» dirono col disprezzo, e coi più vili insulti di
» rendersene maggiormente immeritevoli.

» In questo stato di cose, in cui da una parte
» il legitimo Sovrano riclamava, in faccia al-
» l'Europa tutta, i legitimi suoi Dominj, e ri-
» vendicava i suoi diritti contro i Ribelli; e d'al-
» l'altra parte, l'Assemblea Nazionale avea pu-
» blicata la giusta disapprovazione del Progetto
» dell'invasione, parea che nulla più dovesse
» sospettarsi, o temersi per parte del Dispotismo
» e della violenza. Gli Avignonesi però re-
» plicarono i delitti e gli Assassinj; e tanto bastò
» per far risorgere il piano già tante volte rifiu-
» tato dell' occupazione. L' Assemblea Nazionale
» sotto pretesto di stabilire la quiete in quelle
» Provincie, ardì, con manifesto attentato del
» Sovrano Territoriale, di spedire in Avignone
» la Milizia Francese, che, in vece di calmare
» la sedizione, moltiplicò ed aggravò i disordini,
» e propagò la devastazione e la guerra civile
» anche al Contado. Dopo tali atti di violenza,
» palliati col nome di mediazione di Pace, scoppiò
» in fine la mina architettata dai sedziosi, e sotto
» il dì 14 dello scorso mese di Settembre, com-

» parve un nuovo ed inaspettato Decreto Del-
» l'Assemblea Nazionale, in cui ha dichiarato
» = *Che, in virtù de' Diritti della Francia sopra*
» *i Stati riuniti di Avignone e del Contado Ve-*
» *nesino; ed in conformità del Voto liberamente*
» *e solennemente dato dalla magioranza delle*
» *Communità e dei Cittadini di questi due Paesi,*
» *per essere incorporati alla Francia, li detti due*
» *Stati riuniti di Avignone e del Contado, sono,*
» *da questo momento, Parte integrante della*
» *Francia* = ; Ee aggiungendo errori ad error,
» e malizia a malizia, ha decretato ancora che
» il Rè debba aprir la Trattativa colla Corte di
» Roma, per trattare dell' indennità e compensi
» che legitimamente le si dovessero.

» Questo Decreto, Beatissimo Padre, che of-
» fende i diritti di tute le Genti, e che recar
» deve all'Europa tutta, la idea di un pessimo
» esempio; non è fondato sù verun principio di
» Ragione e di giustizia. Si fonda esso su i pretesi
» diritti della Francia, e sul preteso consenso, so-
» lenne e libero, dei ribelli. Ma la Santità dei Trat-
» tati, la Religione dei Contratti, la veneranda
» autorità di un Possesso di cinque Secoli, esclu-
» dono ogni preteso diritto della Francia sù quest
» Provincie. Il Trattato di Parigi, del 1228,
» fece acquistare alla S. Sede, il Contado Vene-
» sino; e, non molto dopo, i Commissarj del

» Papa, scortati dalli stessi Commissarj del Rè, » riceverono singolarmente da quei Sudditi, il » giuramento di Fedeltà. La Città di *Avignone,* » *che era in Provenza, quando la Provenza non* » *apparteneva* ancora alla Francia, fù pure, per » legitimo Contratto di compra e vendita nel » 1348, acquistata alla S. Sede. Gl'Imperatori, » il cui alto Dominio riconosceva quasi tutta » quella Provincia, ne confermarono l'acquisto, » e gli Abitanti tutti di Avignone prestarono » anch' essi solennemente e liberamente il loro » giuramento di Fedeltà.

» Luigi XI, *che acquistò la Provenza alla* » *Francia*, non osò toccare la Sovranità del Papa » in Avignone; e, da Luigi XI in poi, *altri* » *tredici Rè*, che hanno regnato in Francia, non » hanno mai posta in dubbio la Sovranità della » S. Sede in quelle Provincie. I replicati Trat- » tati, passati fra le due Corti di Roma e di » Francia, relativamente à que' Stati, ora per » cagion di Confini, ora per il Sale, Tabacco, » le Tele Indiane, hanno confermato l'agnizio- » ne ed il possesso di questa Sovranità.

» Le due occupazioni temporanee che ne fece, » nel 1662 e nel 1688, Luigi XIV, e l'altra che » ne fece, nel 1878, Luigi XV, non furono » fatte mai per rivendicare questi Stati alla Co-

cagion

» rona di Francia, che non vi avea alcun diritto; » ma furono semplici rappresaglie, che, colla » prossima restituzione libera, e col riporre i » Sovrani Pontefici nel possesso di prima, *senza* » *riserva e senza eccezione alcuna*, conferma- » rono anzi il legitimo, lunghissimo possesso che » ne avea la S. Sede. Che se niun fondamento » potea avere l'Assemblea Nazionale, nei pre- » tesi diritti della Francia, per ispogliare il le- » gitimo Sovrano de' suoi Stati; molto meno » potè trovarli nel preteso Consenso di que' Po- » poli ribelli.

» Di pessimo esempio sarebbe, se si credesse » permesso ai Sudditi il cangiar Padrone a loro » capriccio: molto meno lo potea essere agli » Avignonesi, ai Cittadini del Contado, dopo » aver, fin dai primi legitimi acquisti, giurata » fedeltà alla S. Sede; dopo aver' Essi stessi » implorato ed ottenuto più volte da *Gregorio XI*, » *da Nicola V, da Calisto III e da Paolo II*, » di non esser mai sottrati dall' ubbidienza e dalla » soggezione alla S. Sede; dopo che, al solo » aver' udita, nel fine di Novembre 1789, la » prima proposta fatta nell' Assemblea Nazio- » nale, d'invadere queste Provincie, tutta intera » la Citta di Avignone sotto il dì Decembre » dello stesso Anno, e tutti insieme gli Abitanti » del Contado sotto il dì 25. dello stesso Novem-

» bre, si protestarono solennemente di voler di-
» morare nella soggezione alli Sovrani Pontefici;
» e dopo che in fine la S. V, a fronte della
» ribellione, e dello spergiuro di que' sciagurati
» ha protestato in faccia a tutta Europa di non
» voler mai consentire alla dimissione del Pos-
» sesso, e del Dominio di quelle Provincie L'in-
» fedeltà, e lo spergiuro ha segnato quel Voto
» che l'Assemblea chiama solenne, e libero. Il
» Popolo oppresso dai Faziosi, spaventato dagli
» Assassinj, e dai Ladronneccj, strascinato a
» manifestare i suoi sentimenti alla vista dei
» Patiboli, attorniato non più dai suoi Concit-
» tadini, ma da una truppa di vagabondi, di
» stranieri, di sgherri, e di sicarj, ha segnato
» l'iniquo suffragio suffragio, per cui la Città
» di Avignone si è boluta incorporare alla Fran-
» cia; ed il cappricio, l'iniquità di un migliajo
» di Cittadini, o Malandrini, o di stranieri, o di
» fanciulli, o di scelerati, che speravano d'isfugire
» il Patibolo, nel commettere un gran delitto di
» più si è fatto passare per il Voto reale d'una Città,
» che era composta di Trenta mila Abitanti. Nè
» più libero é stato il consenso di alcuni Cittadini
» del Contado, che si è fatto passare per il con-
» senso della Provincia intera.

» Quattro assedj alla Città di Carpentras, le
» stragi di Cavaglione, l'incendio di Sarrians,
» i saccheggi dell' Isola e di Serignan, le in-

» cursioni delle Milizie per tutto il Basso Con-
» tado, la Masnada de' scelerati, che si chiama
» l'Esercito di Valchiusa, hanno essorto un con-
» senso di terrore e di disperazione: nel tempo
» istesso che gli emigranti Avignonesi, e le Com-
» munità del Contado più libere dall' oppres-
» sione dei ribelli, e che constituiscono la mas-
» sima parte della Popolazione di quelle Pro-
» vincie, si sono recati a debito, e guareggiano
» nel tributare alla S. V. gli omaggi della più
» costante fedeltà, e soggezione.

» Le quali coste essendo cosi, Beatissimo Pa-
» dre, io infrascritto Commissario Generale della
» Camera Apostolica, come Difensore legit-
» timo delli diritti della Sede Apostolica, e della
» sua Camera, solennemente protesto, et di-
» chiaro che il Decretto dell' Assemblea Nazio-
» nale, publicato li 14 Setembre 1791, col quale
» si dichiarano incorporati alla Francia i due Stati
» riuniti di Avignone e del Contado Venesino,
» come ingiusto, temerario ed offensivo dei di-
» ritti e della legittima Sovranità della S. Sede
« sopra que' Stati, deve reputarsi irrito e di niun
» valore; ed in consequenza di ciò, inerendo
» anche alle Proteste già fatte da Monsig. Casoni,
» Vice-Legato di Avignone nell' istessa Città
» di Avignone, il di 5 Giugno 1790, e ripe-
» tute a Carpentras, il di 12 Luglio detto anno;

» ed inerendo altresì alle altre Proteste fatte dal
» Procurator Generale del Fisco, sotto il di 31
» dello stesso mese di lugli, e ripetute il di 13
» dello seguente mese di Novembre, ammesse,
» ed inserite ne' due Chirografi segnati della S.
» V., il di 2 Agosto e 10 Novembre detto anno
» 1790, protesto solennemente, et dichiaro che
» non ostante il detto Decreto, e non ostante
» qualunque altro Atto di violenza e di usur-
» pazione che abbia fatto, o sia per fare l'As-
» semblea Nazionale nelle Provincie di Avi-
» gnone e del Contado Venesino, non s'in-
» tenda mai esersi recato verun pregiudizio ai
» diritti, ed al legittimo possesso della Sovra-
» nità della S. Sede in que' Stati, e che anzi
» debba sempre riputarsi, essere intenzione della
» S. V. e della S. Sede, di voler ritenere libe-
» ramente, siccome ritiene il possesso di tutti i
» diritti, e ragioni senz' alcuna sorta di dimi-
» nuzione, e snez' alcun pregiudizio, come se
» non si fosse mai publicato il sudetto Decretto,
» nè prestato mai dai Sudditi Ribelli alcun con-
» senso, nè fatta altra cosa in contrario; Che anzi,
» siecome l' Assemblea Nazionale nello stesso
» suo nullo e violento Decreto de' 14 Settemb.
» prossimo passato ha insinuato al Ri Cristia-
» nissimo il Progetto di aprir Trattativa colla
» Corte di Roma intorno alla pretesa indennità
» dell' interesse, e compensi; il che non è fatto,

» che per giustificare apparentemente la violenza
» e l' usurpazione ; cosi per obbligo del mio Uf-
» ficio, ed a sostenimento dei Sagri diritti del
» Principato e della Santa Sede protesto e di-
» chiaro, ed umilmente supplico la S. V., per-
» chè sebbene non sia da supporsi, che il Re
» Cristianissimo voglia acconsentire a tale inca-
» rico, ciònonostante, accadendo ancora, que se
» ne proponesse mai verun Trattato, non si degni
» di ammettere verun discorso d' Indennizazione,
» e di Compensi, onde non potrebbe mai gius-
» tificarsi l'alienazione della legittima Sovranità
» in quelle Provincie, che sono Patrimonio pe-
» culiare della S. Sede ; e che la S. V. sulle tracce
» de' Gloriosi suoi Predecessori, e specialmente
» di Pio Secondo, ha giurato solennemente di
» non mai alienare. Per lo che dichiarando e pro-
» testando nuovamente della nullità, ed iniquità
» taonto del Decreto dell' Assemblea Nazionale,
» quanto di ogni altro Atto pregiudiziale ai
» diritti della S. Sede ; et volendo, e inten-
» dendo che la presente Protesta sia ferma e sta-
» bile e s' intenda ripetuta, edinserita tante volte,
» quante bisogna in qualunque Atto, che si faccia
» in contrario, in maniera che rimanga sempre
» nullo, irrito e di niuna forza e valore, sup-
» plico nuovamente la S. V. a voler ammettere
» la presente Protesta, ed a dichiarare che il De-
creto dell' Assemblea Nazionale. de' 14 Set-

» tembre passato, è nullo, ingiusto, violento e
» turbativo dei legittimi Diritti della S. Sede,
» ugualmente che è nullo, tumultuario ed es-
» torto il Consenso prestato alla pretesa Incor-
» porazione dai Sudditi ribelli di quelle Provin-
» cie, e faccio istanza, perchè questi stessi sen-
» timenti già dalla S. V. dichiarati a tutte le
» Corti d'Europa sieno generalmente noti a Tutti,
» per dimostrare l'Animo suo costantissimo dis-
» posto a rivendicare le raggioni della Sede Apos-
» tolica. E cosi dichiaro, protesto, supplico, e
» faccio istanza questo i di 27 Ottobre 179.

Io Giacomo Borsari, Commissario - Generale della R. C. A.

Pertanto avendo Noi letta, e maturamente esaminata la qui sopra trascritta Rappresentanza fattaci dal suddetto Monsignor Giacomo Borsari, Commissario - Generale della Nostra Camera Apostolica, come pure la Protesta e la Dichiarazione, e l'Instanze da Lui esposteci, e trovandole giuste in tutte le sue parti, e ragionevoli, abbiamo creduto conveniente ai Nostri diritti, e della Santa Sede Apostolica quali intendiamo, che abbiano a rimaner sempre illesi, ed immuni, di aderirvi, e di approvarle in tutte le sue parti.

Perciò di Nostro Moto proprio, e certa scienza, e colla pienezza della Nostra Suprema Potestà,

col presente Nostro Chirografo, in cui abbiamo per espresso, e ripetuto il preteso Decreto dell' Assemblea Nazionale di Francia de' 14. Settembre passato, *che abbiamo per nullo, ingiusto, e violento, e per tale lo dichiaramo*, li due Chirografi de' 2 Agosto, e 15 Novembre 1790 colle Proteste del Procurator Generale del Fisco, e della Nostra Camera Apostolica, come ancora l' altro Foglio di rappresentanza, e riclamo da Noi nuovamente fatto per mezzo del Beverendissimo Card. de Zelada Nostro Segretario di Stato a tutti i principi Catolici intorno a tal' atto usurpativo, ed offensivo dei legittimi diritti della S. Sede Apostolica, ed ogni altra cosa, di cui fosse bisogno fare speciale, ed es pressa menzione, approviamo, a confermiamo la Protesta, Dichiarazione, ed Istanza fattaci, come sopra, dal succennato Commissario Generale della Nostra Camera Apostolica, dichiarando, che essa Protesta debba star sempre ferma, e valida contro qualunque attentato usurpativo, ed offensivo dei legittimi diritti Nostri, e della Santa Sede Apostolica, quali vogliamo conservar sempre interi, e fermi contro qualunque invasione, e usurpazione, e violenza; e per l' effetto delle cose suddette, acciocchè la suddetta Protesta, Dichiaranzioni, ed Istanze in essa contenute si conservino a perpetua memoria, commettiamo a Voi Reverendissimo Cardinal Camerlengo, che colle formalità

694



pratticate ne' précédenti Nostri Chirografi approvativi delle altre Proteste, ed Istanze fatte dal Nostre Procurator Generale del Fisco, e della Camera Apostolica, così facciate ricevere nell' Archivio Segreto di detta Camera anche questo presente Nostro Chirografo approvativo, ed ammissivo di questa Protesta di Monsignor Commissario Generale di detta Nostra Camera, e le facciate ivi diligentemente conservare, e custodire a perpetua memoria insieme col foglio di riclamo avvanzato alle Corti de' Principi Cattolici, giacchè questa è la mente, e volontà Nostra espressa: Volendo, e decretando, che il presente Nostro Chirografo, sebbene non ammeso, nè registrato in Camera, e ne' suoi Libri conforme ordina il Nostro Predecessore Pio IV. nella sua Bolle de *Registrandis*, abbia la sua piena esecuzione, e vigore col la semplice Nostra sottoscrizlone, nè possa mai opporglisi vizio alcuno di Orrezione, Surrezione; o altro difetto di Nostra volontà, e e che cosi, e non altrimenti debba sempre decidersi, ed interpretarsi da qualunque Giudice, e Tribunale, tolta loro la facoltà di decidere ed interpretare diversamente, ed annullando qualunque cosa essi facessero contro il tenore di esso nostro Chirografe; non ostante qualunque formalità che si richiedesse mai per questo atto, allr quale, quando faccia di bisogno, colla Nostra Suprema Potestà, per il pieno effette delle cose premesse ampiamente deroghiamo. Dato dal Nostro Palazzo Apostolico al Quisinale, questo di 5 Novembre 1771.

PIUS PAPA VI.

FIN.